



16 mai 2014

Lettre aux principaux candidats à la Présidence de la Commission européenne

Madame, Messieurs les candidats à la Présidence de la Commission européenne,

Les prochaines élections européennes de mai 2014 vont peut-être changer significativement l'Union européenne en envoyant au Parlement européen une fraction importante de députés anti-européens et nationalistes, qui ne partagent malheureusement pas toutes les valeurs de l'Union européenne ni ses traditions politiques humanistes. Il ne s'agit pas de condamner les électeurs qui font ce choix mais bien de réfléchir aux causes de cet anti-européanisme et aux moyens d'y répondre en construisant le futur de l'Europe.

Depuis les difficultés d'adoption du Traité de Maastricht, l'Europe a connu des temps difficiles. Même ce qui fut longtemps considéré comme son principal succès, l'EURO, est aujourd'hui contesté. Pour la première fois de son histoire, le budget européen a été revu à la baisse, alors qu'il s'agit essentiellement d'un budget d'intervention. Les institutions, y compris le Parlement européen, font l'objet de vives critiques concernant leur "déficit démocratique". Depuis 10 ans, les politiques conduites au niveau européen demeurent mal comprises et inquiètent même nos citoyens. Ces politiques ont causé une montée des eurosceptiques et renforcé les ultranationalistes. Une nouvelle impulsion doit donc être donnée aux institutions et aux politiques européennes pour retrouver l'esprit communautaire et le fondement démocratique des origines.

Ce virage politique doit tenir compte des critiques des citoyens européens contre les politiques déséquilibrées de ces dernières années qui accentuent les inégalités, la pauvreté, l'exclusion sociale en rognant les acquis de progrès et de solidarité des modèles sociaux européens. Un rééquilibrage des politiques pour mieux encourager, protéger, accompagner les populations défavorisées ou fragilisées par les crises économiques est tout autant nécessaire que des réformes structurelles qui garantissent l'avenir de nos systèmes sociaux et de nos capacités industrielles.

Ce travail commence d'abord au sein de la Commission européenne elle-même. La Commission européenne est en ce moment une institution affaiblie dont la voix ne porte plus sur les grands débats européens. Vous aspirez à la présider, il convient dès lors que vous rétablissiez son rôle primordialement politique, au service de l'intérêt général européen au lieu de laisser dériver l'UE vers l'intergouvernementalisme. Vous devrez redonner un sens au travail de la Commission, y compris en vous opposant aux positions minimalistes, réductrices

ou défaitistes pour l'Europe défendues par certains Etats Membres ou par certains Euro-députés. Vous devrez aussi protéger le personnel des institutions contre les attaques injustes souvent laissées sans réponse par l'actuel Collège.

Le syndicat U4U dont je suis le Président, s'est constamment mobilisé contre cette dégradation de l'esprit européen et des institutions européennes. Deux pétitions en ce sens ont été signées respectivement par plus de 25.000 et 15.000 membres du personnel communautaire. Cette mobilisation montre bien que le personnel des institutions européennes est conscient des dangers et est prêt à s'engager pour répondre aux attentes des citoyens, pourvu que l'impulsion en soit donnée d'en haut.

Notre syndicat U4U a également constaté les dégâts de l'intergouvernementalisme sur le travail de la Commission européenne. Ces dégâts sont visibles dans les réformes successives du Statut du personnel. Ce qui a motivé ces réformes depuis 2000, ce n'est pas le renforcement de l'indépendance de la fonction publique européenne ou la recherche d'une plus grande efficacité mais bien le souhait des Etats membres d'affaiblir la Commission en divisant et démotivant son personnel, en multipliant les structures qui, à l'instar des agences européennes ou des agences exécutives, rendent la coordination et la prise de décision de plus en plus lente et complexe, voire inefficace, et qui surtout rendent l'Europe incompréhensible pour les citoyens.

Ces réformes, acceptées par l'actuel Collège des Commissaires, témoignent bien de la faiblesse de la Commission mais aussi de la division accrue entre le Collège et le personnel. Il vous reviendra donc de changer cet état des choses, en regagnant la confiance du personnel, en donnant enfin à la Commission une orientation politique forte, qui mobilise son personnel et les forces pro-Européennes au sein de nos sociétés.

Le personnel de la Commission est prêt à s'engager avec vous pour redonner tout son rôle à notre institution, notamment par les moyens suivants :

- au niveau institutionnel, par une Commission collégiale et indépendante, qui décide au titre de l'intérêt général européen au lieu d'être la caisse de résonance de quelques Etats membres voire d'intérêts industriels ou d'autres lobbys;
- au niveau politique, par une Commission engagée en faveur d'une modernisation responsable et humaine des modèles sociaux européens et d'une approche hardie de la transition socio-écologique. Par exemple, en soutenant l'initiative citoyenne européenne "New Deal for Europe" (www.newdeal4europe.eu). Il importe de rompre avec l'étiquette idéologique "néo-libérale" qui colle systématiquement aux politiques de la Commission pour retrouver un élan par des politiques efficaces, orientées vers des résultats tangibles et immédiatement visibles par la société européenne, au service des citoyens.
- au niveau budgétaire, par une Commission qui se batte pour un vrai budget européen suffisamment doté et appuyé sur des ressources propres, garantissant l'efficacité de l'action et l'indépendance des institutions européennes;
- au niveau international, par une Commission qui travaille à l'unification des ressources et compétences communautaires et nationales en faveur d'une seule et véritable politique extérieure et de sécurité commune, afin de faire de l'Europe un modèle de diplomatie moderne au XXIème siècle.

Je suis prêt à vous rencontrer dans les meilleurs délais pour débattre des solutions proposées par U4U et qui visent à renforcer le projet européen en prenant appui sur sa fonction publique.

U4U

Veillez, Madame, Messieurs les candidats à la Présidence de la Commission européenne, agréer l'expression de ma plus haute considération.

Georges Vlandas
Président de U4U

Lettre adressée à

M. José Bové

M. Jean-Claude Juncker

Mme Franziska Keller

M. Martin Schulz

M. Alexis Tsipras

M. Guy Verhofstadt